

Écologie d'un coup de pied aux fesses

Mon pays d'origine, la France, poursuit sa chute. Sa faillite économique et financière le conduit à s'endetter toujours plus pour rembourser les emprunts passés, pour sauver des banques et de gros clients. Cela n'empêche pas les faillites et les regroupements imposés. Rien de nouveau.

Nous avons déjà connu cela en 1987-90, en 2000, en 2008 avec la faillite de banques et de compagnies d'assurances. Nous en payons encore les conséquences. Ce n'est pas fini. La note financière de la France a baissé et baissera encore pour l'obliger à accepter l'inacceptable. Des milliers de milliards de \$ sont devenus sans valeur dans le bilan des banques. Krach assuré !

Nous devons aussi payer l'addition de l'irresponsable "quoi qu'il en coûte". Comme à son habitude la Banque Centrale Européenne (BCE) impose un cahier des charges draconien chaque fois qu'elle prête de l'argent à un état : remise en cause des services publics par la réduction des moyens, démantèlements et privatisations au profit de "copains et de coquins", banques et fonds d'investissement américains. Les cibles : hôpitaux, universités, sécurité sociale, la poste, la sncf, ce qu'il reste de notre industrie et de notre agriculture, services de santé, industrie pharmaceutique, notre système de retraite par répartition.

Le bavardage, la propagande et la corruption masquent cette réalité.
Rien de nouveau.

La France agissait ainsi quand elle prêtait de l'argent à certains pays africains. J'ai eu l'occasion de lire le mandat d'une personne chargée par notre ministère des affaires étrangères de privatiser le peu de services publics d'un pays dit "ami". Après l'avoir pillé, nous annulions la dette, une façon de subventionner les pilleurs et de financer la corruption.

L'Occident est en train de faire de même avec un pays en guerre commençant par "U" comme le supermarché. Parfois, les vraies ennemis sont les faux-amis.

Que diriez-vous si...?

Que diriez-vous si, pour vous accorder un prêt lors de votre achat immobilier, votre banque vous imposait de respecter les conditions suivantes : la surface de votre bien, le type de chauffage, la couleur des revêtements et, en plus, vous obligerait à laisser la jouissance de votre garage à quelqu'un d'autre ? La BCE procède ainsi et les pays qui mendient son aide y sont soumis.

Les syndicats et les partis dits de "gôche" savaient parfaitement pourquoi les gestionnaires de notre faillite dont ils font partie depuis des décennies se trouvaient dans l'impossibilité de revenir sur les préconisations de la Banque Centrale Européenne et, tout aussi grave, de résister à la menace de la vente d'une partie de la dette

française par l'un de ses détenteurs, le plus important fond d'investissement américain qui exècre notre système social. La mise sur le marché d'une partie de la dette précipiterait la chute qui, de toute façon, sera inévitable. Les gros investisseurs nous imposent ainsi leur vision du monde.

La bureaucratie syndicale, tumeur mortifère de l'ordre établi, gangrène de la conscience collective, torpilleuse de la lutte de classes, rempart contre la grève générale, maillon de la contre-révolution, intégrée à une chaîne de complicités combinées, a fait marcher les manifestants au sens propre comme au sens figuré : n'est-ce pas la pire des corruptions que de tromper l'âme d'un peuple ? Que d'énergies individuelles et collectives maltraitées !

Rien de nouveau.

Rien de nouveau : Le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale pratiquent la politique des diktats vis à vis des pays emprunteurs depuis des décennies et les appauvrissent.

Cela a permis la constitution d'une caste parasitaire de multimilliardaires comme l'était l'aristocratie au temps des rois et des empereurs. Rien de nouveau.

Seul le développement de l'industrie d'armement fera reculer l'échéance du dépôt de bilan. Ceci-dit, le développement de cette industrie conduit inéluctablement à la guerre. Nous y sommes parce qu'il faut renouveler les stocks pour poursuivre la production. La gestion de l'économie d'armement, prélude à l'économie de guerre, relève d'une comptabilité cynique et hasardeuse dans le cadre d'une fuite en avant sur les plans économiques, politiques et financiers. C'est déjà la prochaine étape du "développement durable" du capitalisme. À quand les bombes "écologiques" ?

L'un des tartuffes de l'écologie, Monsieur Al Gore, évoque "la guerre écologique" dans son film "Une vérité qui dérange". Hiroshima, Nagasaki : oui, son pays a une sérieuse avance dans ce domaine. Oui, la "vérité" de cet ex-vice-Président des États-Unis me "dérange".

Revenons à l'inflation

L' "inflation" est une technique qui permet de détruire la monnaie en excédent, émise de façon gargantuesque pour tenter de boucher des trous organisés au profit d'une minorité. Le plus grand nombre paie cette destruction dans sa vie quotidienne. Rien de nouveau.

Une création monétaire qui n'est pas assise sur l'enrichissement réel d'un pays génère, par essence, l'inflation. Cela se pratique depuis des siècles. Et quand les rois et les états emprunteurs ne pouvaient plus rembourser ils pratiquaient toujours la politique du pire.

Rétablissons l'ordre réel du cycle monétaire : ce n'est pas l'augmentation des coûts qui crée l'inflation, c'est l'inverse. L'inflation, qui est, en réalité, une dévaluation déguisée de la valeur d'une monnaie suite au surplus d'émissions monétaires sous toutes ses formes, entraîne une augmentation des prix.

La preuve : la baisse de l'euro par rapport au dollar et au franc suisse. L'augmentation du coût de l'énergie importée est liée à la faiblesse de notre monnaie.

Écologie d'un coup de pied aux fesses

À force de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, à force d'ériger la corruption en système politique, à force de les piller, à force de crier au loup, la France, aujourd'hui, se fait jeter du continent africain à coups de pied aux fesses. Ça, c'est nouveau !

Ce sera également le cas, le moment venu, des nouveaux conquérants qui prennent sa place pour coloniser ce continent. L'ordre mondial ne résulte-t-il pas, entre autres, d'une réalité qui relève de l'unité des contraires ? Ce questionnement découle des écrits du penseur grec Héraclite.

Pascal LE BOURZEC-SACAU, le 11/09/23-01/10/23